

Il ne faut pas oublier que le Canada a conclu certains engagements avec ses alliés. Le ministre devra considérer sérieusement ce point lors de la rédaction définitive du Livre blanc soit, je suppose, à son retour de la réunion du printemps du Conseil des ministres de l'OTAN où il se rendra la semaine prochaine. Dans cette atmosphère de complaisance découlant de la non-intervention des forces canadiennes à un conflit armé, nous ne saurions ignorer le point de vue de nos alliés sur l'existence de la menace et sur l'évolution de sa nature. L'image qui se dégage du ministère de la Défense nationale est très intéressante pour tous les Canadiens, civils et militaires, qui s'intéressent à nos forces armées. Je n'apporterai rien de nouveau en disant que le moral des troupes n'est pas aussi bon qu'il le pourrait ou qu'il le devrait. Comme de nombreux militaires et civils j'ai peur que nos forces armées soient en voie de décadence à la suite d'une série d'événements totalement indépendants de leur volonté.

L'effritement du moral déjà ébranlé des Forces armées s'accroît du fait des réductions, du maintien du gel des crédits, de l'insécurité et de l'incertitude engendrées par ces deux facteurs, et j'espère que le gouvernement s'en rend pleinement compte. Pour parer à ce danger, nous espérons que le gouvernement va s'attaquer aux questions que j'ai mentionnées, touchant l'inquiétude, la réalité, le gel des crédits, nos engagements envers nos alliés, le moral des forces canadiennes. Même si le ministre de la Défense nationale montre passablement de sagesse en traduisant dans son Livre blanc ce qui semble être un désir national de ne pas accroître les forces de défense à ce moment-ci, espérons qu'il ne réduira pas les forces au point de nous faire perdre davantage la confiance des Canadiens, de nos voisins d'outre-45° et même de nos alliés du monde occidental.

Nous voyons le problème sous plusieurs angles. Au jourd'hui, en 1971, à la veille de la présentation d'un Livre blanc, le problème nous apparaît comme le fait d'une absence totale d'une politique nationale de défense claire et précise. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, des mesures improvisées, inopportunes et illogiques ont été prises et le grand dessein du ministre est encore inconnu. Il a saisi plusieurs fois l'occasion de nous en expliquer les détails, un par un, mais nous n'avons toujours pas de vue d'ensemble du programme.

Ces hésitations, ces indécisions et ces retards, voilà autant de choses qui ont fait naître des soupçons, justifiés selon moi, chez quelques-uns de nos alliés. Nous avons encouragé, je pense, quelques ennemis en puissance à nous regarder avec méfiance et à se demander si nous sommes tout simplement dignes de confiance. Encore une fois, et c'est ce qui importe davantage, ces tergiversations, ces retards et ces atermoiements ont contribué plus que tout à démoraliser nos militaires. Au lieu d'un plan logiquement mis au point, on s'est attaché au rêve d'unicification de l'ancien ministre, sorti du Livre blanc de 1964-1965. Je songe ici au député de Trinity (M. Hellyer). Il y a deux ans, nous avons sensiblement réduit nos engagements envers l'OTAN, à tel point que nous n'avons actuellement que 5,000 ou 6,000 hommes en Europe, et encore sont-ils mal équipés, et nous sommes encore indécis sur la question de les remplacer.

[M. Forrestall.]

L'effectif de nos Forces armées, d'environ 120,000 hommes en 1964, ne sera bientôt que de 80,000 hommes. L'effectif de la milice est d'environ 17,200 hommes alors qu'il en comptait près de 30,000. Au début de 1970, on nous a annoncé le gel des crédits de la défense pour au moins trois ans. Nous avons été témoins des erreurs qui ont entraîné la mise au rancart du *Bonaventure* et l'incapacité où nous nous trouvons d'utiliser notre nouvel avion CF-5. Et j'en passe.

• (12.10 p.m.)

Je me demande parfois si le Livre blanc se fondera sur la non-disponibilité des dollars et des ressources en hommes ou s'il s'inspirera, comme il le devrait, d'une théorie tout autre, qui serait de nous rendre compte de la nature du danger et du fait qu'il s'agit d'un danger réel et non imaginaire. Une étude approfondie de nos dépenses de défense ces dix dernières années révèle, parallèlement à une réduction des effectifs militaires, une diminution continue des dépenses gouvernementales, des frais de défense et des priorités instaurées pour le ministère. En 1960, le budget de défense était de 1,537 milliard de dollars, soit 26.9 p. 100 du budget gouvernemental total. En 1966, ce pourcentage a été ramené à 20.6 p. 100. Depuis 1968, le budget de défense a été bloqué aux environs de 1.8 milliard de dollars et, en 1973, il représentera une partie insignifiante de notre budget total.

Des voix: C'est honteux!

M. Forrestall: Ceci signifie qu'il s'est produit une réduction progressive et rapide des frais de défense en termes de pourcentage du budget total, soit d'environ 20 p. 100 en 1967 à un peu plus de 12 p. 100 pour l'année financière 1971-1972. En outre, cette réduction se poursuivra en 1973 ce qui entraînera encore une diminution des dépenses gouvernementales en matière de défense.

Combien investissons-nous pour notre défense? En calculant par tête d'habitant, notre défense nous a coûté environ \$88 pour 1970-1971 par rapport au maximum de \$132 provoqué en 1952-1953 par la guerre de Corée. Il n'est pas nécessaire de mentionner l'augmentation des dépenses gouvernementales ni celle de notre produit national brut intervenue depuis cette époque. Même si on ajoute l'énergie nucléaire, qu'on pourrait considérer comme partie intégrante de nos frais de défense, le budget par habitant ne s'élève qu'à \$91 alors qu'il est de \$360 aux États-Unis. On se rend ainsi compte à quel point l'armée des États-Unis contribue à la paix mondiale et à la défense de l'Amérique du Nord. Dans le cas de cette dernière, notre rôle n'est pas particulièrement important.

En 1969-1970, le total des dépenses du Canada pour la défense a représenté 2.3 p. 100 de son produit national brut. La même année, la Belgique, pays de neuf ou dix millions d'habitants et dont les effectifs militaires sont de 70,000 a dépensé 3.3 p. 100 de son produit national brut, indication que ce pays prend plus au sérieux que nous l'organisation de sa défense. Le Canada, avec ses 21